

uniterre



SEPTEMBRE 2019

N° 4 64^E ANNEE

JAB 2518 N00S

WWW.UNITERRE.CH

LE PRIX DES DUMPING
Inaction du gouvernement

GRÈVE POUR LE CLIMAT
Portée par la jeunesse.

SUR LE DOS DES AUTRES
Rapport 2019 sur le développement durable

LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT

QUE DE MENSONGES

EDITORIAL

MATHIAS STALDER
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

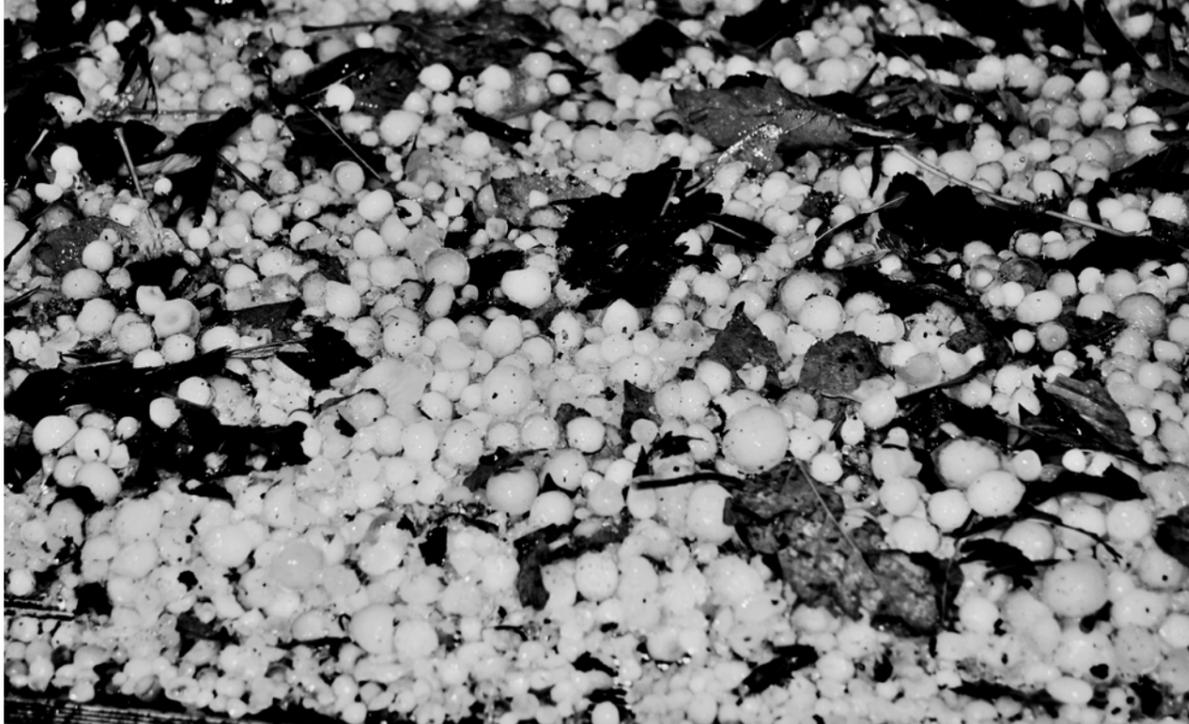
Qui aurait cru, il y a dix ans, que la Suisse, notre "château d'eau", serait mise à l'épreuve face aux changements climatiques, en particulier l'agriculture? Les vagues de chaleur et les conditions climatiques changeantes exercent une forte pression sur nos paysan.ne.s. Raison de plus pour qu'Uniterre s'engage en faveur d'une agriculture durable et respectueuse du climat. C'est pourquoi nous soutenons l'alliance pour une agriculture d'avenir qui fait le pont avec le mouvement pour le climat.

Le 1^{er} juillet 2019, les pingres de la Migros ont coupé l'herbe sous le pied des productrices et producteurs de lait en imposant une baisse de 2,5 centimes sur le prix de base. Emmi a également suivi avec une réduction de 0,4 centime. Le 16 juillet 2019, nous avons manifesté avec d'autres organisations paysannes de base contre ces baisses devant Shoppyland Schönbühl. Werner Locher, membre d'Uniterre et porte-parole de BIG-M, écrit dans une lettre à l'adresse de la Migros: "Vous voulez montrer à vos consommateurs que vous défendez leur patrie et distribuez gratuitement des casquettes portant l'inscription "Heimatliebe" (amour de la patrie). Mais quel est l'intérêt? Ce n'est pas de l'amour si Migros ruine précisément ceux qui jouent un rôle majeur dans la culture et le paysage de cette patrie."

Ça me donne le vertige lorsque Balz Strasser, directeur général de Bio Suisse, dit dans un entretien avec le Bieler Tagblatt, que: "les employé.e.s des exploitations certifiées biologiques ne travaillent pas pour des salaires de misère". Selon lui, les 2000 entreprises étrangères certifiées seraient soumises aux exigences sociales strictes de Bio Suisse. Toutefois, la réalité est différente – le salaire minimal n'est pas respecté et la représentation syndicale est muselée, comme le dénonce le syndicat de base espagnol SOC-SAT à propos de "Bio Sabor" à Almería. Néanmoins, "Bio Sabor" ne perd pas le bourgeon. Sur le plan du commerce équitable, l'association Bio Suisse parvient également à faire des contorsions invraisemblables en imposant une réduction des prix du seigle, du blé et de l'épeautre. En dépit d'une demande croissante, la baisse des prix serait sensée sécuriser la demande. Visiblement, la stratégie d'améliorer les marges au détriment des paysan.ne.s gagne également du terrain en agriculture biologique. À l'étalage, les produits biologiques sont mis en concurrence directe avec les produits conventionnels.

Les burgers végétaliens de Beyond Meat et Impossible Foods assurent des retours de rêve à l'industrie de la viande et de l'alimentation. Ils prennent d'assaut les chaînes de supermarchés et restaurants. Les burgers à base de protéines végétales sont commercialisés comme étant propres, respectueux de l'environnement et sains.

Il ne fait aucun doute que l'industrie de la viande est en partie responsable du réchauffement climatique, mais l'élevage durable d'animaux, basé sur les herbages, est judicieux car il permet de produire de l'humus, contribue à la biodiversité et assure les revenus des exploitations en Suisse. •



CONDITIONS CLIMATIQUES EXTRÊMES

Orage avec grêle,
dégâts causés par la tempête, Mont-Soleil 26.7.2019

POUR EN FINIR AVEC LE DUMPING

RUDI BERLI
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

VITICULTURE SUISSE

Malgré la qualité exceptionnelle de leur production de vins, les vigneronnes suisses subissent une concurrence étrangère toujours plus forte qui aboutit à une situation catastrophique pour le secteur viticole. En juin, l'Association suisse des viticulteurs et encaveurs indépendants (ASEVI) a soumis au Conseil Fédéral un catalogue de mesures urgentes et à long terme pour assurer l'avenir de la production viticole indigène.

ASSURER L'AVENIR. La mesure la plus importante consiste en une adaptation rapide du contingent d'importation fixé en 1996 à 170 millions de litres sur une base de 310 millions de litres de consommation. Cette consommation s'élève aujourd'hui à 275 millions de litres. Il est dès lors cohérent d'abaisser le contingent d'importation à 130 millions de litres. C'est une mesure que le Conseil Fédéral peut prendre immédiatement sans remettre en cause les traités commerciaux signés. Le commerce et les importateurs doivent enfin s'adapter au marché ! Les taxes hors contingent tarifaire doivent être réadaptées afin de limiter les distorsions de concurrence. Par ailleurs, les contingents d'importation doivent être attribués en fonction de la prise en charge de produits indigènes, comme c'est le cas dans la filière viande par exemple.

PROTÉGER LA PRODUCTION LOCALE. Dans le cadre du commerce transfrontalier enfin, la franchise doit être abaissée de 5 à 2 litres de vin par jour et par personne. Parmi les mesures urgentes, l'ASEVI demande une aide au stockage pour l'encaveage de la récolte 2019, une dénonciation immédiate de la dérogation "Swissness" pour la fabrication de fondues avec du vin étranger et un fonds de crédit-relais pour éviter des faillites et des défauts de paiement. Pour toute réponse, le gouvernement préconise de voir l'augmentation de la concurrence comme une chance et de se satisfaire d'un éventuel renforcement de la promotion. La Suisse, qui signe des traités sur le climat, le rapport agricole mondial et la Déclaration sur les Droits paysans, pour ne citer que ces documents officiels, devrait être plus cohérente, et mettre en œuvre sa Constitution et ses lois qui l'obligent à préserver la production et l'approvisionnement indigène.

JEU DE CACHE-CACHE. D'autre part, il est scandaleux de judiciairiser un dossier de politique agricole, dont la consultation est encore ouverte dans le cadre de la PA 22*, à savoir le dossier des contrôles de cave. Cette ordonnance très largement critiquée met les vigneronnes-encaveurs dans le même panier que les acheteurs, vendeurs et importateurs de vins étrangers, et leur demande les mêmes contrôles administratifs ! Toutes les organisations agricoles ont refusé cette ordonnance absurde et plus d'une centaine de recours ont été déposés par des vigneronnes-encaveurs. Résultat : Le gouvernement se cache derrière l'administration et veut intimider la contestation par des sanctions financières et juridiques, par le biais d'avances et de frais dissuasifs. L'ASEVI exige l'annulation immédiate des menaces financières et une reprise du dialogue dans le cadre de la consultation sur la PA 22*.

COMMÉMORATION DE LA RÉVOLTE PAYSANNE DE 1953 À SAXON

Le 19 juin, une statue commémorant la révolte paysanne de 1953 a été inaugurée à Saxon. Uniterre remercie le comité local pour cette initiative. En effet, le 7 août de cette année-là, la colère des producteurs de fruits valaisans explose : les 6 millions de kilos de la production suisse d'abricots arrivent sur un marché déjà totalement saturé par les importations étrangères (près de 10 millions de kilos sont déjà entrés en Suisse). Une ordonnance du Conseil Fédéral bloque la récolte. Auparavant, le 25 juin, le même Conseil Fédéral avait autorisé la poursuite des importations, alors que la Loi sur l'agriculture de 1952 stipulait déjà une limitation de l'importation en cas de production indigène suffisante. Pour s'opposer à cette politique allant à l'encontre de l'agriculture paysanne en Suisse, plusieurs organisations paysannes syndicales se sont formées après la guerre. L'Union des Producteurs Valaisans (UPV), créée en 1949 à Saxon, était un modèle d'inspiration. En 1951, la fusion des comités paysans a abouti à la création de l'Union des producteurs suisses (UPS - Uniterre).

En ce 7 août 1953, un meeting est convoqué par un comité d'action comprenant les organisations paysannes ainsi que des représentants politiques et civiles. "Le gouvernement permet que des fruits en provenance d'Italie, via le Simplon, arrivent chez nous chaque jour par tonnes. Par contre, nos abricots doivent pourrir sur place. Nous ne nous laisserons pas faire. Citoyens, l'heure est grave. Pourtant nous vaincrons - cette fois-ci par la force!", expose devant l'assemblée Ferdinand Carron, porte-parole des paysans et un des dirigeants de l'UPS. C'est alors que près de 5000 personnes mobilisées en quelques heures occupent la rue, bloquent des convois en gare, vident des wagons de leurs cages de fruits étrangers avant de les incendier. Une cinquantaine de paysans seront inculpés, une quarantaine jugés coupables. Les revendications seront pourtant finalement entendues. Les paysans peuvent poursuivre leur récolte. Le gouvernement prend des mesures pour assurer l'écoulement. L'action directe des paysans appuyés par tout un territoire a permis de gagner cette bataille.

A l'époque l'UPS-Uniterre s'entendait déjà à la fois comme mouvement social et comme syndicat. Les principales revendications étaient les suivantes et elles restent capitales :

- l'UPS veut empêcher que le recul du nombre des exploitations agricoles de type familial se poursuive. Elle exige que la Suisse soit à nouveau approvisionnée à 70% par sa propre agriculture. La Constitution garantit une agriculture forte et saine : cette promesse doit enfin être exécutée. (le taux d'auto-approvisionnement est aujourd'hui descendu en dessous de 50%);
- l'UPS préconise une politique des prix assurant aux exploitations agricoles de type familial des revenus convenables. "Nous prétendons aux mêmes droits sociaux que les travailleurs des autres secteurs de l'économie."
- l'importation de produits agricoles doit être subordonnée à l'écoulement des produits nationaux. L'UPS veut que le contrôle des importations soit effectué par les paysans. L'UPS prône la solidarité avec les consommateurs.

Aujourd'hui, Uniterre a développé ces revendications avec les aspects d'une agriculture paysanne durable, basée sur une utilisation respectueuse des ressources naturelles et favorisant les circuits courts pour contrer les effets dramatiques d'un système alimentaire global de plus en plus industrialisé.

LE POINT SUR LA CULTURE DES ABRICOTS

Entre la fin juin et la mi-septembre 2019, quelque 9'500 tonnes d'abricots seront cueillies. C'est 8% de plus qu'en 2018. Avec près de 700 hectares, les quelque 150 producteurs valaisans produisent 97% des abricots de Suisse et couvrent 50% de la consommation du pays, le reste étant importé (source : IVFL). Cette production suisse répond aux attentes des consommateurs qui privilégient des produits locaux et le respect de l'environnement.

TÔT OU TARD. La culture des abricots rapporte en moyenne un tiers du revenu brut du secteur valaisan des fruits et légumes et crée plus de mille emplois saisonniers durant la période de récolte. Par la contrainte du marché, la variété Luizet, traditionnelle, a été remplacé progressivement par des variétés plus précoces ou plus tardives (Orangered, Jumbo), mieux adaptées au transport. Le développement de nouvelles variétés résistantes nécessitera d'ailleurs un engagement conséquent de la recherche agronomique publique.

DUMPING DES PRIX. Actuellement, le marché suisse des fruits et légumes est régulé par les mesures de protection à la frontière. En période de production (juillet/août) un tarif douanier de Fr. 2.-/kg permet de mettre la production à l'abri du dumping. Hors de cette période le tarif douanier est de 3 cts/kg. En Europe, c'est principalement l'Espagne qui produit des abricots très bon marché par une rémunération très basse de la main d'œuvre. Le prix au producteur en Espagne se situe entre 0.60 et 1.- Euro/kg. Cette concurrence malsaine a déjà ruiné 29% de la production française et fait pression sur la production suisse. Les syndicats paysans européens demandent l'introduction d'un prix plancher minimal de 1.80 Euro/kg pour permettre une rémunération correcte du travail. Les distorsions de concurrence actuellement courantes en Europe sont mortifères pour le revenu des productrices et producteurs.

LES CHIFFRES SONT CONNUS. Le travail manuel représente près de 60% du coût de production. En Suisse le coût de production se situe autour de Fr. 2.90/kg (source : Agroscope) dans les meilleures situations. Le prix moyen payé à la production pour la campagne 2018 se situait à Fr. 2.70. Mais pour permettre une rémunération correcte du producteur et des travailleurs, les organisations professionnelles estiment que le prix au producteur doit se situer entre Fr. 3.20 à Fr. 3.50 selon la qualité.

Les prix moyens pour les abricots à la consommation sont actuellement en Suisse à Fr. 6.70 et en France à 3.80 euros. Ces chiffres démontrent qu'il y a un très grand potentiel pour développer des réseaux de vente directe et de circuits courts permettant de produire et de consommer un produit équitable d'une très grande qualité, car récolté à maturité et de limiter les transports et le stockage. Aujourd'hui 15 à 20% de la production sont vendus par ce canal à un prix variant de 5 à 6 Fr./kg pour du 1er choix.

SOURCES:
IVFL, Agroscope

GRÈVE POUR LE CLIMAT ...

QUENTIN SALZMANN
MEMBRE DU COMITÉ D'UNITERRE

Les récentes manifestations et grèves pour le climat en Europe et en Suisse ont regroupé 66'000 personnes le 15 mars dernier, selon marcheclimat.ch. Ces mobilisations ont démontré qu'une certaine "conscience écologique" existe au sein de la population suisse et notamment au sein des jeunes générations, et que bon nombre de citoyen.ne.s ne souhaitent pas que la planète terre, sous l'impact de l'action humaine, se transforme en un environnement de moins en moins vivable pour les générations actuelles et à venir. Parmi ces derniers, la climate strike (grève pour le climat en Suisse), mouvement composé essentiellement de jeunes, met en avant l'urgence de la crise climatique et la nécessité impérieuse d'en sortir. Leurs revendications sont les suivantes: que le gouvernement suisse déclare l'état d'urgence climatique; que la Suisse prenne des mesures pour atteindre un bilan d'émission de gaz à effet de serre lié à l'activité humaine nul d'ici 2030 (et sans le développement et l'implémentation de technologies de compensation); que les responsables du dérèglement climatique assument financièrement et socialement leurs actes. Dans le cas où la mise en place de ces revendications ne serait pas possible dans le système actuel, ce mouvement revendique un changement de système pour faire face à cette crise dite "climatique".

LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE AU CŒUR DES DÉBATS PUBLICS.

En effet la question environnementale revient au premier plan parmi de nombreuses thématiques dont la principale reste celle des émissions de gaz à effet de serre et le réchauffement du globe terrestre, avec comme conséquence majeure la montée des eaux qui menacera et menace déjà localement certaines communautés humaines. Parmi d'autres thématiques récurrentes, nous retrouvons la fameuse question du glyphosate (également connu sous son nom commercial de Roundup), cet herbicide dont le principe actif se retrouve dans les eaux, les sols, la faune, la flore, l'alimentation et inévitablement le corps humain. La problématique de l'huile de palme fait également polémique. Cette huile utilisée dans bon nombre de produits transformés que nous consommons au quotidien a des conséquences négatives. En effet, la production massive et intensive de cette dernière (comme c'est le cas pour la majorité des aliments destinés à l'exportation) cause la destruction des écosystèmes et oblige les populations locales à s'orienter vers des productions de type monoculturelles au détriment d'une agriculture de type polyculture-élevage destinée à l'autosubsistance et l'auto-alimentation des marchés locaux. L'une des autres thématiques liées aux problématiques environnementales est celle de la question animale, autant au niveau de la consommation d'aliments d'origine animale qu'au niveau des conditions de détention dans les élevages intensifs. Nous pourrions encore évoquer le phénomène de la perte de la biodiversité (naturelle) et de l'agro biodiversité (biodiversité cultivée) qui résultent de la standardisation (semences hybrides et OGM) qui rendent dès lors les paysan.ne.s dépendants de semences non-reproductibles et non réutilisables par les agriculteurs. Semences qui sont en mains des géants de l'agro-chimie et de l'agro-alimentaire.

MAIS QUI EST DONC RESPONSABLE ET QUE POUVONS-NOUS FAIRE FACE À CELA? A l'heure où les ressources environnementales n'ont jamais été autant épuisées, où la perte de la diversité du vivant n'a jamais été aussi conséquente (plus grande extinction de masse jamais vécue) et en cette période où nos systèmes immunitaires n'ont jamais été aussi fragiles, que pouvons-nous faire et quelles sont les causes de ces déséquilibres? Nous vivons dans une époque où nous semblons avoir oublié que l'environnement, les ressources naturelles, le corps humains et de manière plus générale le vivant, a des limites. C'est ce que les Grecs appelaient hubris (démensure, excès). Au lieu de comprendre le fonctionnement du vivant et de s'en inspirer comme nous l'avons toujours fait, il est indéniable que dans notre société d'hyper-industrialisation

et d'hyper-dépendance aux énergies fossiles, nous soyons en train de causer de forts préjudices au vivant. Car en effet, il existe un lien étroit qui unit l'ensemble des formes de vie à leur environnement. L'humain en fait partie d'où la racine étymologique commune entre le mot humain et humus (la terre, en latin).

UNE PROFONDE DÉRESPONSABILISATION DE NOS HABITUDES QUOTIDIENNES ET DE LEURS IMPACTS. Prenons le cas de l'abeille domestique qui est un indicateur très explicite de ce que nous sommes en train de vivre. Cette dernière est en train de subir de plein fouet des facteurs combinés diminuant de jour en jour sa capacité d'adaptation (perte et appauvrissement des milieux naturels, toxicité de molécules issues de la chimie de synthèse, appauvrissement de la génétique et des résistances naturelles par une sélection trop axée vers les rendements en miel et un comportement doux). Mais alors qui est responsable de la perte des colonies d'abeilles et de manière générale de l'ensemble des formes de vie et des milieux naturels? Tout le monde et personne à la fois! En effet, nous ne prenons pas conscience de notre responsabilité dans ce qui est en train de nous arriver, d'une part car les conséquences de nos modes de vie ont souvent des impacts loin de chez nous (par exemple l'émission massive de CO2 liée à nos habitudes de consommation qui produisent des émissions importantes dans certains pays en voie de développement) d'autre part, car ces conséquences ont un impact qui s'inscrit sur le moyen-long terme et dont il est difficile de mesurer et percevoir les effets immédiats (par exemple la pollution et la désertification des sols, ou l'accumulation des perturbateurs endocriniens dans les corps humains). Enfin, et surtout, nous sommes aujourd'hui détachés des processus de décision, de gestion et de production, à commencer par le plus basique: notre alimentation.

LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE COMME PISTE DE RÉFLEXION. Le concept de souveraineté alimentaire est défini par le mouvement paysan international, La Via Campesina comme "le droit des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers". Récemment l'assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Ce document légitime et renforce le concept de souveraineté. Si nous revenons au terme de souveraineté alimentaire, celui-ci défend l'idée que les populations locales et les paysan.ne.s au sein d'un territoire, peuvent et devrait décider librement des pratiques agricoles qu'ils souhaitent mener. Il s'agit dès lors d'un processus démocratique où les individus au niveau des localités, sont amenés à réfléchir par eux-mêmes aux questions et aux applications liées aux processus de production, de transformation, de réparation et de distribution des denrées et ressources alimentaires. Et en toute logique, une population vivant sur un territoire donné, aura tout avantage d'appliquer des méthodes et des outils de gestion qui assureront la durabilité et la pérennité de ses ressources et de ses écosystèmes.

LE RETOUR D'UNE AGRICULTURE PAYSANNE SOUHAITÉE. En cette période où la terre gronde et les éléments ne font que nous rappeler le besoin de retourner à un ordre plus logique et plus cohérent, il devient plus qu'urgent de repenser la question agricole et son lien aux collectivités et à la "gestion" des ressources naturelles. Saluons et soutenons toutes les initiatives paysannes qui tentent de recréer ces liens. Soutenons aussi et surtout l'ensemble des paysan.ne.s qui doivent faire face au quotidien, au diktat et aux normes d'exploitation imposées par l'agro-industrie, la grande distribution et l'ensemble des acteurs du système alimentaire. Remercions l'ensemble des personnes qui ont oeuvré et continue à oeuvrer pour la défense des milieux paysans et des travailleurs agricoles. Les ressources naturelles et les aliments issus de la terre ne doivent pas être considérés comme des marchandises mais comme des biens dont nous devons prendre soin. •





... PORTÉE PAR LA JEUNESSE

PRISE DE POSITION
DE LA COMMISSION DES JEUNES PAYSAN.NE.S UNITERRE

La jeunesse dans les rues réclame des changements drastiques dans l'orientation des politiques nationales en faveur du climat. L'urgence climatique est bien réelle et il est nécessaire que les pouvoirs publics la reconnaissent et entendent les revendications du mouvement auquel nous apportons notre soutien. Pour nous, favoriser la transition écologique et sociale demandée par le mouvement des grèves pour le climat passe également et surtout par une réorientation de notre politique agricole en faveur d'une agriculture paysanne s'appuyant sur les principes de la souveraineté alimentaire. Car en effet, à l'échelle mondiale, environ 25% des émissions des gaz à effet de serre ont pour origine l'agriculture industrielle: déforestation, transport, production.

La terre se réchauffe et est bétonnée dans un même élan industriel nocif pour la vie sur la planète. L'avenir des paysan-ne-s, comme celui de la jeunesse est aujourd'hui menacé. Les logiques de ce système énergivore et prédateur se perpétuent lorsque les États bradent les territoires à des compagnies mondialisées qui en chassent les habitant-e-s et poursuivent la fuite en avant de l'accumulation capitaliste et la marchandisation du monde et du vivant. L'accapement des terres et des autres ressources élémentaires (semences, eau, biodiversité, outils et savoirs-faire) affecte, en plus de toutes les espèces en voie de disparition, les populations les plus précaires d'abord, dont les paysan-ne-s. Ainsi à la liste toujours plus longue des ravages écologiques causés par la course aux profits dans le cadre du système capitaliste mondialisé: modification et pollution des écosystèmes et disparition de la biodiversité, il faut y ajouter les quelque 100'000 victimes humaines quotidiennes mortes de la faim et dont la moitié est paysanne.

Pour surmonter cette énième crise du système, des mesures fortes doivent être engagées. Ainsi, pour atteindre un bilan net d'émission de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine nul en Suisse d'ici 2030, cela nécessite pour l'agriculture une refonte profonde de nos méthodes culturales et une remise en question radicale des logiques de notre système alimentaire en général.

Ce changement est possible, il commence par la revalorisation économique de ces métiers au sein de la société et une prise de conscience du réel coût de notre alimentation. C'est en ce sens que nous devons dès aujourd'hui soutenir les exploitations diversifiées, défendre les terres agricoles, développer des méthodes agronomiques écologiques non dépendantes des produits de synthèse et encourager l'installation de nouvelles fermes et de nouve-aux-illes paysan-ne-s. Il faut se rendre à l'évidence, nous ne pouvons pas faire d'agriculture écologique avec seulement 3% de paysan-ne-s.

Si nous voulons diminuer notre dépendance aux énergies fossiles dans l'agriculture, nous allons devoir augmenter la proportion du nombre d'actif-ve-s dans les secteurs de la production et de la transformation. Ceci permettra de renforcer la paysannerie indigène sur l'ensemble du territoire, d'en valoriser les spécificités (alpages et prairies pour l'élevage, variétés végétales locales et adaptées) et d'étendre les circuits courts écologiquement, économiquement et socialement profitables aux paysan-ne-s et à toute la société. Les politiques agricoles futures ne doivent donc plus être au service des intérêts de la pétrochimie, des biotechnologies et de la grande distribution pour que le secteur alimentaire réponde aux revendications portées par le mouvement et aux besoins de la société.

Et comme il est annoncé par les grévistes et manifestant-e-s, si les politiques ne prennent pas leur responsabilités et préfèrent maintenir le système actuel et les privilèges d'une minorité qui vont avec, le changement radical nécessaire pour

la justice climatique et sociale qui doit s'opérer sera porté par un large mouvement populaire. Dans tous les cas, c'est à la population dans son ensemble qu'il revient dès à présent de s'engager pour une agriculture paysanne écologique et socialement équitable. C'est à elle de se réapproprier son alimentation aujourd'hui dominée par quelques firmes et des règlements imposant un système agroalimentaire industriel nocif. Dans ce contexte, nous encourageons la convergence des luttes climatiques et paysannes pour mettre en place un système alimentaire respectueux du vivant et enrayer le rouleau compresseur capitaliste. •

QUI SOMMES-NOUS?

Sous l'impulsion d'Uniterre, des jeunes paysan.ne.s de tous les coins de la Suisse se sont rassemblé.e.s pour créer la commission des jeunes Uniterre.

Nous nous rencontrons environ tous les deux mois, à chaque fois dans un lieu paysan différent, pour débattre, échanger nos idées et nos savoir-faire et pour construire une alternative agricole durable et d'avenir. Ces réunions sont une bonne occasion pour se rencontrer, passer un moment convivial et elles finissent toujours par un apéro et repas participatifs.

NOS AXES DE TRAVAIL

Nous travaillons au développement d'outils sur les thématiques suivantes:

L'accessibilité à la terre, pour apprendre, comprendre et résoudre cette difficulté pour une relève paysanne (surtout pour les collectifs paysans).

La sensibilisation de la jeunesse à la souveraineté alimentaire par le développement de contenus pédagogiques à destination des écoles, pour les jeunes de 6 à 18 ans

Mais tous thèmes paysans sont à explorer et à développer.

Ces moments d'échange nous permettent aussi de faire des visites de fermes, des partages de connaissances, des chantiers collectifs, des conférences et présentations, etc.

Vous qui rêvez que l'agriculture paysanne redevienne la norme. Vous qui rêvez d'un monde où les paysan.ne.s sont de plus en plus nombreux.se.s, fier.ère.s de relever le défi de nourrir la population dans un réseau solidaire. Que vous soyez déjà porteur.euse d'un projet paysan, que vous hésitez encore à sauter le pas et donner un sens à votre vie en travaillant la terre, que vous portiez un intérêt naissant aux paysan.ne.s et à devenir paysan.ne, vous êtes invité.e.s à nous rejoindre pour participer à construire un avenir paysan. Car:

"On ne naît plus paysan.ne, on le devient."

Bien que le titre fasse penser que cette commission soit réservée à une jeunesse paysanne, toute personne de tout âge et de toutes origines est la bienvenue, que vous soyez un.e étudiant.e qui s'ennuie sur les bancs d'école et cherchant un nouvel élan ou un.e banquier.ère saturé.e de bureau et profondément attiré.e par la terre et son travail...

Alors? Convaincu.e?

CONTACTEZ Berthe Darras, secrétaire à Uniterre et coordinatrice de la commission des jeunes paysan.ne.s:
079 904 63 74 ou par email: b.darras@uniterre.ch

Comme dans le journal précédent, Uniterre veut avec ce nouvel article contribuer à la discussion avec ses membres. Donnez-nous votre avis !

VIVRE SUR LE DOS DES AUTRES

RAPPORT 2019 SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

MICHELLE ZUFFERERY
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Du rapport¹ 2019 sur le développement durable il ressort que des efforts importants et urgents doivent encore être faits par tous les pays dans le but d'atteindre leurs objectifs de développement durable (2 ODD). La Suisse se place au 17^e rang pour son engagement pour le développement durable dans ses frontières. Par contre elle est en tête de liste des pays ayant le plus fort impact négatif sur les autres états du fait de ses politiques financière et commerciale. Pour maintenir le niveau de vie de ses habitant.e.s, la Suisse importe 9.8 tonnes métriques par personne et par année de matières premières extraites ailleurs dans le monde.

POUR UNE APPROCHE GLOBALE ET CONCERTÉE. Pour inciter les Etats à réfléchir de manière plus holistique, les experts, auteurs de ce rapport, proposent un regroupement des 17 critères en 6 grands groupes thématiques prioritaires qui sont: Education, genre et inégalités; Santé, bien-être et démographie; Energie, réduction des émissions de gaz à effet de serre et industrie durable; Alimentation, sols, eau et océans durables; Villes et communautés durables; Numérisation pour un développement durable.

Ces regroupements ont pour but d'inciter les gouvernements à réfléchir de manière plus large et en collaboration étroite entre tous les Ministères en tenant compte des impacts des politiques nationales sur les autres pays. En fait, un monitoring national du développement durable permettrait d'assurer cette coordination, dont le but est de transformer le système en redéfinissant les valeurs de base des politiques.

L'EXEMPLE DE LA FINLANDE. La Finlande a mis sur pied un "Panel citoyen pour le développement durable" en décembre 2018. La consultation sous forme de questionnaire en ligne, demandait aux participant.e.s d'analyser l'état actuel et les récentes (5 ans) évolutions du développement durable en Finlande. Cette analyse se basait sur 40 indicateurs de développement durable développés par des experts. De plus, pour chacun des indicateurs, il était possible de faire des commentaires et des propositions d'ajustement au gouvernement.

Actuellement, le bureau du Premier Ministre, conjointement avec la Commission nationale pour le développement durable compile les résultats qui seront présentés au parlement. Un prochain Panel citoyen sera mis en place fin 2019. Le premier panel ayant été jugé trop complexe par les citoyennes et citoyens, les outils de consultation et les critères seront adaptés à des non spécialistes par le Bureau du Premier Ministre.

En Suisse, nous avons bien évidemment des consultations, mais elles touchent une thématique à la fois: consultation sur la Politique agricole, par exemple. La force et l'intérêt de l'approche finlandaise est que la consultation concerne le développement durable dans sa globalité.

POLITIQUES NATIONALES ET IMPACTS NÉGATIFS À L'ÉTRANGER

Comme le disent les experts: "Dans notre monde hautement interdépendant, les actions d'un Etat peuvent avoir des effets négatifs ou positifs sur la capacité de pays tiers à atteindre leurs objectifs de développement durable". Les impacts négatifs concernent différents secteurs qui sont décrits ci-dessous:

- Les impacts environnementaux: les impacts concernant l'utilisation des ressources et la pollution. Ces impacts sont générés de deux manières: 1. par des effets inhérents au commerce (production intensive, extraction, pollution des sols et de l'eau, déforestation) et 2. Par le fret aérien ou maritime/fluvial international.
- Les impacts liés à l'économie, la finance et la gouvernance: le développement de la finance internationale, la compétition pour des taxes non équitables (taux d'imposition

préférentiels), le secret bancaire et les standards internationaux de travail. Nouvellement s'ajoutent à ce point les accidents mortels de travail liés aux importations.

- Les impacts sur la paix: négatifs: vente d'armes, qui ont un effet déstabilisant et qui renforce les violences et les guerres civiles, etc.
- Positif: Investissements pour le maintien de la paix et la prévention des conflits.

PROPRE EN ORDRE À LA MAISON. La Suisse est classée 17^e (sur 162) dans l'index des ODD, c'est-à-dire par rapport à l'état de la mise en œuvre des objectifs de développement durable sur sol suisse. Sont atteints: élimination de la pauvreté, accès à de l'énergie propre. Son engagement est reconnu en termes d'accès à la santé et à l'éducation, de protection des eaux et d'épuration, d'innovation industrielle et infrastructures, de villes et communautés durables et de partenariats pour le développement durable. Par contre elle stagne en matière d'équité. Le résultat le plus bas (seulement 27.9 points sur 100) concerne la consommation et production responsables.

REVENUS PAR HABITANT ÉLEVÉS ET IMPACTS NÉGATIFS À L'ÉTRANGER

Dans ce rapport, la Suisse, Singapour et le Luxembourg sont cités en exemple pour les effets négatifs de leur politique économique sur les pays tiers. Ces pays, petits et riches, ont développé une activité commerciale internationale intense et, en comparaison avec d'autres pays ayant un revenu par habitant équivalent, ils sont responsables des impacts négatifs les plus importants sur les pays desquels ils importent leurs marchandises. La Suisse obtient le pire résultat avec 30 points sur 100. A titre de comparaison, Les Emirats Arabes sont à 49/100, les Etats-Unis 51/100, la France et l'Australie 61/100 et l'Allemagne 68/100.

Les mécanismes principaux des impacts négatifs sont: les paradis fiscaux et le secret bancaire qui drainent des fonds en défaveur des pays d'origine qui ne peuvent investir cet argent dans leur propre pays pour promouvoir le développement durable; la demande internationale pour l'huile de palme et autres commodités qui promeuvent la déforestation, l'utilisation abusive des ressources naturelles; et les traités et accords commerciaux qui renforcent souvent des chaînes de valeur ajoutée non durables, en termes d'utilisation des sols et de système alimentaire, mais aussi en termes de droits humains. Le rapport parle d'esclavage moderne dans certaines filières. A cela s'ajoute la vente d'armes, spécialement de petits calibres, qui renforcent une recrudescence de la violence et du banditisme.

VIVRE SUR LE DOS DES AUTRES. En 2019, le critère: "mortalité au travail dans les filières d'exportation" a été ajouté aux critères d'évaluation, tant les conditions de travail des ouvrières et ouvriers sont désastreuses et inhumaines dans certains secteurs: agriculture intensive, extraction minière, manutention, etc.

En parallèle, pour maintenir le mode de vie de leurs habitants, les pays riches comme la Suisse, ont besoin, pour chaque habitant.e, de 9.8 tonnes métriques de matières premières extraites ailleurs dans le monde.

Est-ce acceptable? •

SOURCE:

¹ Sustainable Development Report 2019, Transformations to achieve the Sustainable Development Goals. Bertelsmann Stiftung and Sustainable Development Solutions Network

² LES 17 OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

1. Eradication de la pauvreté: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim
2. Lutte contre la faim: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
3. Accès à la santé
4. Accès à une éducation de qualité
5. Egalité des sexes: Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles
6. Accès à l'eau salubre et à l'assainissement
7. Recours aux énergies renouvelables: énergie propre et d'un coût abordable
8. accès à des emplois décents
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10. Réduction des inégalités: réduire les inégalités de revenus
11. Villes et communautés durables
12. Consommation et production responsables
13. Lutte contre les changements climatiques
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable
15. Vie terrestre: Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
16. Justice et paix et institutions efficaces
17. Partenariats pour le développement durable

PROFESSEUR JEAN-PAUL MOATTI, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour le développement (IRD), et membre du groupe d'experts indépendants chargés de rédiger le rapport mondial de l'ONU sur le développement durable (GSDR): "Tous les pays sont concernés par les ODD car dans un sens tous les pays, y compris la France et les pays européens, sont en réalité des pays en voie de développement quand il s'agit de développement durable. En effet, même ceux qui sont avancés en termes socio-économiques, ne le sont pas en termes d'empreinte environnementale."

VOTRE AVIS COMPTE!

Prenez position sur les articles publiés dans notre journal. Proposez-nous des articles sur des sujets qui vous préoccupent. Vous pouvez les rédiger vous-mêmes ou nous mandater de le faire.

Ecrivez-nous à
info@uniterre.ch.

Mention: Journal Uniterre. Merci d'avance.

VIANDE 2.0: UNE BONNE IDÉE, VRAIMENT ?

VANESSA RENFER
PAYSANNE, SECRÉTAIRE D'UNITERRE

L'offre en substituts de viande ne cesse de s'étoffer. Plus sophistiquée que l'imitation végétale, la viande de laboratoire entend répondre aux besoins des humains en protéines de haute qualité sans engendrer la moindre souffrance animale ni porter atteinte au climat. Images chocs dans les élevages et les abattoirs. Effondrement de la biodiversité. Pollution atmosphérique. Réchauffement climatique global. Quels choix effectuer pour limiter son empreinte carbone et pour ne pas se rendre complice de la souffrance animale? Source d'informations devenue incontournable, la grande toile déverse jour après jour pléthore de photos et diagrammes culpabilisants, mais aussi solutions miracles censées résoudre l'un des problèmes majeurs de notre alimentation: la satisfaction de nos besoins en protéines.

UNE AFFAIRE DE GROS SOUS. L'une de ces solutions, c'est la viande de synthèse, élaborée entièrement en laboratoire, sans vaches ni herbe. Sa fabrication ne nécessite que quelques cellules souches musculaires, et des facteurs de croissance pour la mise en culture (ces facteurs sont tout de même issus de tissu fœtal...). On parle donc de carniculture. A la base, les techniques de culture de tissus divers ont surtout été développées pour les besoins de la médecine. Le premier steak haché issu de cette technologie a été présenté en 2013 par un laboratoire néerlandais, et son prix unitaire avoisinait les 300'000 euros pour 140 grammes. Depuis, la recherche a progressé, et plusieurs entreprises se sont engouffrées dans ce créneau qui semble promis à un bel avenir financier (un marché de près de 10 milliards de dollars pour la décennie à venir). Une start-up américaine, Beyond Meat (pour le moment essentiellement active dans le faux steak végétal), est entrée en Bourse le 2 mai dernier et son action a bondi de près de 600% en l'espace d'un mois. Bell, filiale de Coop, est entré en automne 2018 au capital de Mosa Meat, une entreprise néerlandaise. C'est dire si cette production attire les gros capitaux. Cargill, l'un des plus grands groupes agro-industriels du monde, a également investi des fonds dans la recherche. A moyen terme, le prix de ces steaks se situerait plutôt à une dizaine de francs, mais cela resterait encore deux fois plus cher que de la vraie viande, réservant ces produits à une clientèle aisée.

Parce qu'elle ne nécessite ni l'élevage, ni l'abattage d'animaux, elle permet aux personnes végétariennes ou véganes de manger un produit "animal" sans culpabiliser. C'est la promesse de la "clean meat", littéralement viande propre. L'autre argument mis en avant par les promoteurs du steak in-vitro, c'est la potentialité de produire, à moyen terme, de grandes quantités de protéines animales sans utiliser de surfaces agricoles, et avec une fraction de l'énergie et l'eau nécessaire à la production de vraie viande.

LA DIFFICILE INTERPRÉTATION DES CHIFFRES-CLÉS. Aujourd'hui remises en question, de nombreuses données ont cloué au pilori la production traditionnelle de viande. A ce stade, il est fondamental de faire la distinction entre la viande industrielle et la viande issue d'élevages paysans. Alors que la première symbolise l'intensivité à outrance, avec maïs, soja OGM, antibiotiques et hormones de croissance, la seconde s'efforce de respecter la croissance naturelle de l'animal, et utilise au mieux le fourrage produit directement sur l'exploitation. En Suisse, la prime PLVH (production de lait et de viande basée sur les herbages) et la limitation relative des effectifs d'animaux encouragent les paysans à aller dans ce sens.

Ainsi, lorsque la production de viande est accusée d'être trop gourmande en eau et en énergie, il s'agit bien de la viande industrielle. L'élevage paysan ne fait en outre pas concurrence à l'alimentation humaine puisque le bétail consomme

l'herbe de pâturages inexploitablement autrement, et recycle avantageusement les résidus (pulpes de betteraves, patates déclassées, tourteaux et autres résidus de récolte). De surcroît, de nombreuses études prouvent le rôle protecteur des herbages dans la question climatique, en tant que capteurs de CO2 et de méthane. Comme ces surfaces difficiles à cultiver représentent plus de 70% des surfaces agricoles mondiales, on ne peut se permettre de ne pas les utiliser en ce qu'elles font de mieux, nourrir du bétail naturellement.

SAVEURS ET TRADITIONS. Il en ressort que la viande de synthèse ne peut pas être comparée à la vraie viande en général, mais spécifiquement aux élevages industriels d'un côté, et à l'élevage paysan de l'autre. Non seulement l'impact climatique de la production de viande a été trop souvent mal compris, mais en plus, la viande de synthèse ne permet pas d'inclure un paramètre majeur: qu'en est-il de la richesse des saveurs offertes par un terroir donné? L'alimentation, ce n'est de loin pas qu'une histoire de calories et de protéines. La nourriture est faite de traditions, de coutumes, de recettes locales et familiales. Cette richesse est déjà fortement mise à mal par la globalisation du commerce de denrées, qui favorise l'uniformisation des goûts. L'asepsie des laboratoires ne permet pas d'espérer autre chose, bien au contraire. Que reste-t-il de vivant, de nourrissant (au sens large) dans un aliment qui n'a connu que les éprouvettes, les incubateurs et les solutés de croissance?

Finalement, il est dangereux de confier notre alimentation à l'agro-industrie. L'histoire récente est jalonnée de scandales et de dérives malsaines qui ont souvent représenté un véritable problème sanitaire, tout cela pour économiser quelques pourcents. A contrario, la viande de qualité, issue d'animaux nourris sainement et élevés par des familles paysannes rémunérées équitablement, offre la meilleure garantie gustative, sanitaire et environnementale. Il est en conséquence vital de continuer de se battre pour préserver la richesse de l'élevage paysan. •

A LIRE: PUBLICATION DU RAPPORT DU GIEC' 2019

Le dernier du rapport du GIEC s'est intéressé de manière approfondie à l'utilisation de l'ensemble des terres émergées que compte la planète. Alors que nombre de personnes ont cru comprendre que le régime végétarien, voire végétalien, devrait s'imposer à large échelle, la réalité est bien différente: "Des régimes équilibrés, comprenant des aliments d'origine végétale, comme les céréales sèches, les légumineuses, les fruits et légumes, les noix et graines, des aliments d'origine animale produits dans des systèmes résilients, durables et à faibles émissions de gaz à effet de serre, présentent des opportunités majeures pour l'adaptation et l'atténuation (du réchauffement) tout en générant des cobénéfices considérables pour la santé humaine." De la viande, oui, mais en quantité raisonnable et produite localement, de façon extensive. Les populations occidentalisées en consomment certes trop (Amérique du Nord, Europe), mais les habitants des pays défavorisés, sur le continent africain tout particulièrement, en sont gravement déficitaires. Un meilleur équilibre à l'échelle globale peut apporter une réponse satisfaisante dans ce domaine.

¹ Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

PRODUITS BIO IMPORTÉS ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

ROBIN DUBOIS
MEMBRE D'UNITERRE

L'agriculture biologique a la chance d'être représentée dans notre pays en premier lieu par Bio Suisse, qui garantit que les produits de nos agriculteurs bio correspondent aux exigences du développement durable. Mais elle certifie aussi des produits importés et veut garantir qu'ils correspondent aux mêmes règles: Bonne intention!

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL. La réalité est que beaucoup de produits viennent du bassin méditerranéen où s'accumulent les problèmes: Par exemple, les mauvaises pratiques sociales de beaucoup de producteurs – pas tous bien sûr - envers des migrants chassés de leur pays par les conflits et la pauvreté: Précarité, traitement arbitraire, salaires de misère, pas de dialogue possible, etc. Une zone connue pour les mauvaises conditions de travail est Almeria d'où les distributeurs importent en masse, avant tout légumes et fruits frais, tomates, poivrons, melons etc., aussi en qualité biologique. Pas de problèmes, dit Bio Suisse, nous avons des règlements, dans les entreprises bio et des conditions de travail décentes sont assurées.

BIO SUISSE ET LE CONFLIT CHEZ BIO SABOR . Bio Sabor est un grand groupe certifié Bio Suisse à Almeria, qui, avec une centrale de conditionnement et plus de 70 producteurs, emploie plusieurs centaines d'ouvrières et ouvriers. Or, depuis le printemps 2018, les conflits s'y répètent, avant tout dans les fermes: Les ouvrières et ouvriers réclament des contrats de travail qui respectent leurs droits au lieu de maintenir la précarité: des salaires correspondant au minimum légal, le droit à la représentation, etc. En réponse, Bio Sabor a licencié plusieurs d'entre eux dont des représentant.e.s du syndicat SOC-SAT.

Bien qu'informée depuis le début sur les conflits, Bio Suisse a fait longtemps la sourde oreille. Interpellée par la "Plateforme pour une agriculture durable", elle a fini par affirmer dans un communiqué en février 2019 que Bio Sabor "satisfait à toutes les conditions de certification" - tout en avouant qu'elle n'avait pas bien étudié les documents (est-ce là la méthode de contrôle de l'agriculture biologique?). Elle vient de récidiver par un communiqué selon lequel "les reproches formulés n'ont pas pu être confirmés". Mais elle vend la mèche en admettant que Bio Sabor n'accorde pas aux travailleurs des contrats qui limiteraient la précarité, ce qu'elle justifie parce que "Bio Sabor n'est pas la seule entreprise dans cette situation". Elle s'empêtre aussi dans d'autres contradictions en suggérant que SOC-SAT n'est "pas représentatif" et que Bio Sabor devrait mener le dialogue social avec d'autres syndicats ce qui laisse entrevoir une méconnaissance de la situation réelle et nous incite à demander: Est-ce la fonction de Bio Suisse de déterminer qui doit mener le dialogue social à Almeria?

RÉDUIRE LES RISQUES D'IMAGE POUR L'AGRICULTURE BIO. Le risque d'image, si Bio Suisse se montre conciliante envers ces mauvaises pratiques dans les produits importés (comme le cas de Bio Sabor le laisse craindre), n'est pas négligeable. Cela ne correspond pas aux intérêts des agriculteurs du Bourgeon! Il est urgent d'entamer avec Bio Suisse un dialogue sur les produits importés, en particulier du bassin méditerranéen, sur les exigences et sur l'efficacité des contrôles! •

SRF 1 * ARCHIV
Kassensturz du 6.3.2019

TRAVAILLER AU COUDE À COUDE AVEC LE MOUVEMENT POUR LE CLIMAT

MATHIAS STALDER
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

A 21 ans, Dominik Waser s'engage activement pour le climat et contre le gaspillage de nourriture. Membre de l'organisation Grassrooted à Zurich, il lance la plateforme Landwirtschaft mit Zukunft (agriculture avec avenir), dont Uniterre soutient les activités.

Face à la crise climatique, quelles sont les exigences centrales à formuler pour une agriculture durable ?

Pour moi, les questions centrales sont la fertilité des sols, la réduction d'engrais minéraux et celle des pesticides synthétiques. Dans cette logique, l'initiative contre les pesticides constitue un jalon important. En ce qui concerne l'écologie et la crise climatique, nous devons exiger un changement radical de la production animale. La production et la consommation excessives de produits d'origine animale tels que la viande et le lait ont un impact négatif énorme sur notre climat. Nous devons également réduire drastiquement les quantités de déchets alimentaires que nous "produisons" actuellement. Le gaspillage alimentaire est le troisième plus grand fléau climatique au monde. Nous avons besoin d'une agriculture écologique, régénératrice et respectueuse du climat.

Quels sont tes motivations pour "Landwirtschaft mit Zukunft" ?

La crise climatique est le problème le plus important et le plus urgent de notre temps. L'agriculture étant à la base de la vie, nous devons la transformer. Donc, à mon avis, un mouvement comme le mouvement pour le climat est inévitable pour lutter avec une force unie et puissante en faveur d'une autre agriculture. Ce mouvement doit inclure tout le monde, de la paysanne au consommateur en passant par le commerçant.

Tu t'inspires du mouvement allemand "Wir haben es satt", quel intérêt rencontre ton projet en Suisse ?

En Allemagne, un mouvement contre l'industrie alimentaire nuisible s'est formé il y a des années. Il organise chaque année une grande manifestation à Berlin. Parallèlement, le mouvement farmers4future est en train de se constituer. C'est là qu'intervient "Landwirtschaft mit Zukunft". Nous voulons créer un mouvement fédérateur pour la société dans son ensemble. Jusqu'à présent, les retours sont extrêmement positifs et beaucoup aimeraient soutenir ce mouvement et aider à le façonner.

Uniterre soutient ton initiative. Quelles sont les prochaines étapes et comment nos paysannes et paysans peuvent-ils s'impliquer ?

La première grande manif de "Wir haben es satt!" aura lieu le 26 septembre 2019 à Zurich et ce sera notre première étape. Parallèlement et par la suite, il sera important de donner au mouvement une base solide. Pour réaliser quelque chose à long terme, nous devons être nombreux et obtenir un large soutien de la population. Les paysannes et les paysans d'Uniterre sont, à mes yeux, des figures emblématiques, ils devraient être nos modèles et assumer cette responsabilité. Ils sont l'avenir. •

www.landwirtschaftmitzukunft.ch

RESPIBOL BOLUS aux plantes
Soutien respiratoire
veaux, élevage et engraissement



LGC LGC SA 026 913 79 84
LANDING GEN & CO 1627 Vaulruz www.lgc-sa.ch

LAIT "DURABLE" ET PARTENARIATS "ÉQUITABLES" ELSA-MIGROS

MAURUS GERBER
PAYSAN, LA SAGNE, MEMBRE COMMISSION LAIT UNITERRE

En tant que producteur ELSA j'espérais que dès le début d'année, la situation économique se détende un peu, ceci grâce au supplément de 3 cts pour le nouveau programme Lait durable Migros. Mais avec le décompte de janvier 2019, les petites lueurs d'espoir se sont vite assombries.

Si, si, les 3 centimes supplémentaires y étaient bel et bien. Et les calculs savants pour traduire les prix par kg de graisse et de protéines laissaient même apparaître une augmentation du prix de base à titre de 2 cts. Par contre, une nouvelle rubrique "transport et administration" m'enlève 4,5 cts, et, plus subtile encore, la partie du lait segment B a doublé. En fin de compte, le lait "durable" de janvier 2019 est payé 1 centime de moins que le lait non "durable" du mois de décembre 2018.

ELSA se frotte les mains. Elle a réussi son coup de marketing du lait "durable", et sa durabilité économique a le vent en poupe, tandis que le producteur y perd.

Au début du mois de juin, ELSA nous annonce une baisse du prix de 3 cts pour début juillet, suite aux difficultés rencontrées sur le marché. Personne ne comprend. Les marchés sont sains, tant en Suisse que dans l'Union Européenne. Les producteurs réagissent, et USP et PSL dénoncent les agissements d'ELSA. Lors d'une entrevue avec les producteurs, ELSA lâche du lest et se contentera d'une baisse de 2,5 au lieu de 3 cts.

Entre temps, on nous a promis une augmentation de 3 cts. pour septembre, "tapis vert" oblige.

Résultat de l'exercice: Avec le lait "durable" Migros et le tapis vert, notre lait nous apportera alors juste 0,76 cts de plus qu'en décembre 2018...!

Sur ses briques de lait, la Migros se vante de "partenariats équitables". Pour moi, c'est une double tromperie du consommateur. trice:

- Elle est où, l'équité dans le partenariat avec ELSA? ELSA dicte, et les producteurs sont bel et bien obligés d'avalier ce qu'on leur propose (ou bien de chercher un autre acheteur).
- ELSA n'est pas à même de garantir des partenariats équitables. ELSA est notre interlocuteur, mais n'a pas de marge de manœuvre, puisque c'est la centrale de la Migros à Zurich qui impose les directives.

"Durabilité" et "équité" sont de grands mots très à la mode. Mais ces termes ne sont pas protégés. Vu ce qui précède, leur définition est très, très aléatoire. Si tu ne t'en méfies pas, tu risques d'être durablement déçu! •

AGENDA

Marché bio Markt
Fribourg / Freiburg
Sa.21.9.2019, 9:00- 17:00
Place Georges Python-Platz
marchbio-fribourg.ch

Supermarché Participatif
Paysan et la coopération au lieu de la concurrence
14 novembre 2019, 19h30,
Maison pour Bienne, Kontrollstrasse 22
Avec le co-fondateur Reto Caedotsch et Bettina Scharrer



Demo: Wir haben es satt!
Nous en avons tous assez!
26 septembre 2019 à 9h00
Helvetiaplatz, Zurich

AGENDA COMITE

Vendredi 04.10.2019, 19.30h,
Restoroute Rose de la Broye sur l'A1, Lully
Vendredi 08.11.2019, 09.30h, Yverdon
Vendredi 06.12.2019, 09.30h, Yverdon

AG :21 mars 2020, Yverdon

Vous êtes les bienvenu.e.s

LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membres et engagez-vous dans le travail des sections!

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg Laurent Curty 079 508 86 35

Vaud André Muller 021 652 75 50

Jura 021 601 74 67

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Deutschschweiz Mathias Stalder 076 409 72 06

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Responsable du journal
Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Michelle Zufferey, m.zufferey@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse
Claude Mudry, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch

Traductions
Stefanie Schenk
Pascal Mulchi
Michael Huber
Büro Uniterre

Photographies/ Illustrations
Noemi Nussbaum Une
Eric Roset 4-5
Ulrike Minkner 2

Imprimerie
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.

LE COURRIER

**Votre
abonnement,
la garantie
d'un média
indépendant**

**Essai Web
2 mois: CHF 19.-**

www.lecourrier.ch

Crésus

Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ?
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant
Avec plan comptable pour l'agriculture. www.cresus.ch